

**No. 54118**

---

**Peru  
and  
France**

**Agreement relating to the Acquisition of an Optical Earth Observation Satellite System of Submetric Resolution between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic. Lima, 24 April 2014**

**Entry into force:** *24 October 2014, in accordance with article 13*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Peru, 20 December 2016*

---

**Pérou  
et  
France**

**Accord relatif à l'acquisition d'un système satellitaire optique d'observation de la terre de résolution submétrique entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française. Lima, 24 avril 2014**

**Entrée en vigueur :** *24 octobre 2014, conformément à l'article 13*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Pérou,  
20 décembre 2016*

[ TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS ]

**ACCORD**

**RELATIF A L'ACQUISITION D'UN SYSTEME SATELLITAIRE  
OPTIQUE D'OBSERVATION DE LA TERRE DE RESOLUTION  
SUBMETRIQUE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PEROU**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le Gouvernement de la République du Pérou,

Et

Le Gouvernement de la République Française,

Ci-après respectivement dénommées « la Partie péruvienne » et « la Partie française », et conjointement « les Parties »,

Considérant les engagements internationaux et les législations et réglementations nationales des Parties dans le domaine de l'échange et de la protection des informations et matériels classifiés :

Au regard de l'intérêt de la Partie péruvienne pour l'acquisition d'un système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution submétrique qui permette, entre autres, l'aménagement du territoire, la gestion des ressources naturelles, la surveillance environnementale ;

Considérant que la Partie française ne produisant pas ledit Système, elle doit faire appel au Fournisseur industriel sélectionné par la Partie péruvienne ;

Considérant que la Partie péruvienne a déterminé les spécifications techniques et les conditions contractuelles de la fourniture du Système par le Fournisseur industriel, qui sont précisées dans un Protocole d'application au présent Accord ;

Considérant la volonté de la Partie péruvienne de conclure avec la Partie française par le présent Accord un engagement de fourniture de ce Système, le présent Accord prévoyant également en son article 3.1 a) un mécanisme de transfert des droits et obligations relatifs à la fourniture de ce Système au Fournisseur industriel désigné par la Partie péruvienne ;

Considérant que la Partie française s'engage à apporter son appui à la Partie péruvienne pour l'accomplissement, de la part du fournisseur industriel, de l'exécution de l'engagement de fourniture conformément aux conditions établies dans le présent Accord ;

**Sont convenus de ce qui suit :**

## ARTICLE 1

Le présent Accord a pour objet de prévoir les conditions d'acquisition par la Partie péruvienne d'un système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution submétrique et moyens associés, ainsi que les conditions dans lesquelles la Partie française apporte son soutien à la Partie péruvienne, dans le cadre des actions conduites par le Fournisseur industriel pour l'exécution de l'engagement de fourniture.

La prestation française à destination de la Partie péruvienne correspond au développement d'un programme satellitaire d'observation optique comprenant :

- un satellite fondé sur une plateforme compacte et une charge utile de haute performance, développé en France ;
- un segment sol de contrôle du satellite et un segment sol de traitement des images dudit satellite, réalisés en France ;
- le lancement et une assurance pour la phase de lancement du satellite péruvien ;
- le transfert de connaissances relatives à l'utilisation du système objet du présent Accord.

Le système satellitaire sera destiné à favoriser et développer à des fins pacifiques les recherches et les travaux relatifs au progrès du pays dans le domaine spatial. Ledit système satellitaire sera au service des institutions de l'Etat qui visent, entre autres, à l'aménagement du territoire, à la gestion des ressources naturelles, à la surveillance environnementale.

## ARTICLE 2

Dans le cadre du présent Accord, les termes qui suivent sont ainsi définis :

- 2.1. Assurance officielle de la qualité (AOQ) : processus par lequel l'autorité nationale compétente de la Partie française veille à la satisfaction par le Fournisseur industriel des exigences en matière de qualité. Ce processus s'exerce sans préjudice des dispositions de l'article 4.4 du présent Accord ;
- 2.2. Cession : transmission par la Partie française au Fournisseur industriel, de l'ensemble des droits et obligations relatifs à la fourniture du Système telle que prévue à l'article 3.1. a) du présent Accord et telle que définie dans le Protocole d'application du présent Accord ;
- 2.3. Client : la Partie péruvienne ;
- 2.4. Engagement de fourniture : conditions décrites dans le Protocole d'application du présent Accord relatives à la fourniture du Système par le Fournisseur au Client ;
- 2.5. Fournisseur industriel : la société française, sélectionnée par la Partie péruvienne sur la base d'une évaluation technique;

- 2.6. Système : système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution submétrique, comprenant un satellite optique de résolution submétrique et le segment sol associé, avec lequel seront également fournis les services de lancement et de transfert de connaissances relatives à l'utilisation du système.

### ARTICLE 3

Les Parties s'engagent, conformément à leurs lois et règlements respectifs, à remplir leurs obligations comme suit :

3.1. La Partie française s'engage à :

- (a) fournir le Système, conformément à l'article 4 et au Protocole d'application prévu à l'article 6 et du présent Accord ;
- (b) apporter son aide lors du processus d'exportation à destination du Pérou ;
- (c) suivre l'avancement de fourniture du Système ;
- (d) réaliser sur son territoire des activités d'Assurance officielle de la qualité des équipements fournis par le Fournisseur industriel ;
- (e) apporter son soutien afin de faciliter l'accès de représentants autorisés de la Partie péruvienne aux installations où se déroulent la production et les essais des équipements visés par le présent Accord, visant à valider la fourniture du Système ;
- (f) s'enquérir du traitement par le Fournisseur industriel des réclamations légitimes formulées par la Partie péruvienne pendant l'exécution de la fourniture ;
- (g) faciliter les discussions entre la Partie péruvienne et le Fournisseur industriel en cas de problèmes d'ordre technique et pour le règlement des désaccords contractuels avec le Fournisseur industriel qui n'auraient pas pu être résolus directement entre la Partie péruvienne et le Fournisseur industriel ;
- (h) apporter son soutien afin de faciliter l'intégration d'étudiants péruviens dans des formations et spécialisations de haut niveau de type master dans le domaine spatial (discipline technique ou management).

3.2. La Partie péruvienne s'engage :

- (a) à acheter le Système tel que défini dans le Protocole d'application prévu à l'article 6 et dans les conditions agréées dans ce Protocole d'application dans son ensemble ;
- (b) à respecter, en tant que Client, les termes de l'Engagement de fourniture du Système, précisé dans le Protocole d'application prévu à l'article 6 du présent Accord ;

- (c) à tenir la Partie française informée de toute difficulté dans l'exécution de la fourniture ou dans ses relations avec le Fournisseur industriel ;
  - (d) en cas de désaccord avec le Fournisseur industriel, et préalablement à toute sollicitation d'intervention de la Partie française, à chercher une solution avec lui, conformément à l'Engagement de fourniture ;
  - (e) si la Partie péruvienne sollicite de la Partie française une assistance, elle s'engage à lui fournir les informations nécessaires, et à lui laisser un délai raisonnable pour la mettre en œuvre ;
  - (f) à faciliter l'entrée des représentants du Fournisseur industriel sur le territoire péruvien pour l'exécution de la fourniture.
- 3.3. Les Parties s'engagent à examiner, sur la base du retour d'expérience de la Partie française, les possibilités de partage de connaissances et d'expérience en matière d'organisation et d'exploitation des données d'observation spatiale.
- 3.4 Les engagements de la Partie française, décrits aux paragraphes (b) à (h) de l'article 3.1, ne portent pas sur la réalisation des infrastructures abritant le segment sol. Les conditions de leur réalisation sont déterminées exclusivement entre la Partie péruvienne et le Fournisseur industriel. La Partie française ne supporte aucune obligation en la matière.
- 3.5 L'accomplissement par la Partie française de ses obligations dans le cadre de cet Accord n'affecte pas les obligations respectives du Fournisseur industriel et de la Partie péruvienne dans le cadre de l'exécution de l'Engagement de fourniture.

#### ARTICLE 4

4.1. Pour l'exécution de l'article 3.1. a) du présent Accord, la Partie française cède au Fournisseur industriel, dès l'entrée en vigueur du présent Accord, l'ensemble des droits et obligations relatifs à la fourniture du Système au profit de la Partie péruvienne, tels que résultant du présent Accord et du Protocole d'application prévu à l'article 6 du présent Accord.

4.2. Le Fournisseur industriel est le responsable de l'accomplissement des obligations inhérentes à l'objet de la Cession.

4.3. La Partie française est réputée avoir réalisé les obligations prévues à l'article 3.1 a) du présent Accord avec la réalisation de la Cession ; dès lors :

- En cas de mauvaise exécution par le Fournisseur industriel des obligations telles que prévues dans le Protocole d'application et son annexe, seule la responsabilité du Fournisseur industriel peut être recherchée ;

- Les relations entre la Partie française et le Fournisseur industriel sont régies par la convention prévue à l'article 13 (iv) du présent Accord. Le Fournisseur industriel ne bénéficie d'aucune solidarité ou quelque garantie, implicite ou expresse de la part de la Partie français.

4.4. La Partie française conserve les obligations qui lui incombent en vertu des points b) à h) de l'article 3.1 et de l'article 3.3.

#### **ARTICLE 5**

Pour la réalisation de l'objet du présent Accord et des obligations visées à l'article 3.1 et 3.3, la Partie péruvienne paie selon des modalités définies dans le Protocole d'application visé à l'article 6.

#### **ARTICLE 6**

Les modalités techniques de fourniture et d'achat du Système, la désignation du compte pour les paiements, l'échéancier de paiement et de livraison, la spécification du Système, les conditions d'utilisation des droits de propriété intellectuelle du Fournisseur industriel, le cahier des charges, y compris la mise à disposition par le Fournisseur industriel des infrastructures nécessaires à la fourniture du Système, sont réglés dans un Protocole d'application du présent Accord.

#### **ARTICLE 7**

7.1. La Partie péruvienne et la Partie française désignent chacune un représentant responsable du suivi de l'exécution du présent Accord :

- (i) Pour la Partie péruvienne : le Chef institutionnel de la Commission nationale de la recherche et du développement aérospatial (CONIDA) ;
- (ii) Pour la Partie française : le Sous-directeur de la zone « Europe - Amérique latine » de la Direction du développement international de la Direction générale de l'armement.

7.2. Tout changement d'un représentant d'une Partie sera communiqué à l'autre Partie par la voie officielle.

## ARTICLE 8

Les informations et matériels classifiés échangés par les Parties dans le cadre de l'application du présent Accord sont protégés conformément aux engagements internationaux auxquels elles sont partie et à leurs législations et réglementations nationales respectives.

## ARTICLE 9

En cas de dommage intervenu dans le cadre de l'exécution des engagements prévus à l'article 3.1. alinéas b) à h) et article 3.3, les dispositions suivantes s'appliquent :

- 9.1. Chaque Partie renonce à l'encontre de l'autre à toute demande d'indemnité en cas de dommage causé à son personnel et/ou à ses biens par le personnel de l'autre Partie dans le cadre ou à l'occasion de la mise en œuvre du présent Accord. Si toutefois le dommage résulte d'une faute lourde ou intentionnelle d'une Partie ou de ses agents, l'indemnisation est supportée par cette seule Partie.

Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

- 9.2. Chaque Partie est responsable du règlement des demandes d'indemnités émanant d'un tiers pour des dommages de toute nature occasionnés par ladite Partie ou son personnel. En cas de responsabilité conjointe des Parties, ou s'il n'est pas possible de déterminer la responsabilité propre à chacune des Parties, la charge du règlement des demandes d'indemnité est partagée entre elles à parts égales.

## ARTICLE 10

Les différends liés à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord sont résolus exclusivement par voie de consultations et de négociations entre les Parties et ne sauraient en aucun cas faire l'objet d'un quelconque arbitrage.

## ARTICLE 11

Le présent Accord peut à tout moment être amendé par écrit d'un commun accord entre les Parties.



## ARTICLE 12

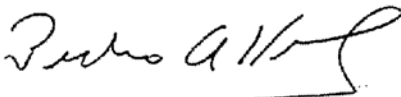
- 12.1. Chaque Partie peut dénoncer le présent Accord. Dans ce cas, la dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception par l'autre Partie de la notification écrite. Dans un tel cas, les Parties se consultent sur les conséquences de cette dénonciation.
- 12.2. La fin du présent Accord ne dégage pas les Parties de l'exécution des obligations contractées pendant la durée de son application.

## ARTICLE 13

Le présent Accord entre en vigueur lorsque toutes les conditions suivantes sont satisfaites :

- (i) l'effectivité des moyens de paiement garantis du Client;
- (ii) la réception de l'Acompte sur le compte identifié par le Protocole d'application mentionné à l'article 5 du présent Accord ;
- (iii) la réception, en bonne et due forme, par la Partie française du Certificat d'Utilisation Finale et/ou les Certificats de Non-Transfert ;
- (iv) la signature, entre la Partie française et le Fournisseur industriel de la convention relative à la Cession de l'Engagement de fourniture du Système ;
- (v) la dernière notification par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

Fait à Lima, le 24 avril 2014, en deux exemplaires originaux, chacun en langue espagnole et en langue française, les deux versions faisant également foi.



Pour le  
Gouvernement de  
la République  
du Pérou



Pour le  
Gouvernement  
de la République  
Française

[ TEXT IN SPANISH – TEXTE EN ESPAGNOL ]

**ACUERDO**

**RELATIVO A LA ADQUISICIÓN DE UN SISTEMA SATELITAL  
ÓPTICO DE OBSERVACIÓN DE LA TIERRA DE RESOLUCIÓN  
SUBMÉTRICA**

**ENTRE**

**EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ**

**Y**

**EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

El Gobierno de la República del Perú

y

El Gobierno de la República Francesa

Denominados en adelante la “Parte peruana” y la “Parte francesa” respectivamente, y “las Partes” conjuntamente,

Considerando los instrumentos internacionales vigentes para las Partes y sus respectivas legislaciones y reglamentaciones nacionales en relación al intercambio y protección de información y material clasificado;

Visto el interés de la Parte peruana en la adquisición de un Sistema Satelital Óptico de Observación de la Tierra de resolución submétrica que le permita, entre otros, el ordenamiento territorial, la gestión de los recursos naturales, el monitoreo ambiental;

Considerando que la Parte francesa no produce dicho Sistema, ésta debe recurrir al Proveedor industrial, seleccionado por la Parte peruana;

Considerando que la Parte peruana ha determinado las especificaciones técnicas y las condiciones contractuales del suministro del Sistema por parte del Proveedor industrial, que son detalladas en el Protocolo de aplicación del presente Acuerdo;

Considerando la voluntad de la Parte peruana de celebrar con la Parte francesa, por el presente Acuerdo, un compromiso de suministro de dicho Sistema, al prever también el presente Acuerdo, en su artículo 3.1.a), un mecanismo de transferencia de derechos y obligaciones relativos al suministro de dicho Sistema al Proveedor industrial designado por la Parte peruana;

Considerando que la Parte francesa se compromete a brindar el apoyo a la Parte peruana para el cumplimiento, por parte del Proveedor industrial, de la ejecución del Compromiso de suministro de conformidad con las condiciones establecidas en el presente Acuerdo;

**Acuerdan lo siguiente:**

## ARTÍCULO 1

El presente Acuerdo tiene por objeto prever las condiciones para la adquisición, por la Parte peruana, de un Sistema Satelital Óptico de Observación de la Tierra de resolución submétrica y los medios asociados, así como las condiciones en las que la Parte francesa brinda su apoyo a la Parte peruana, en el marco de las acciones realizadas por el Proveedor industrial para la ejecución del Compromiso de suministro.

La prestación francesa destinada a la Parte peruana consiste en desarrollar un programa satelital de observación óptica que incluya:

- Un satélite basado en una plataforma compacta y una carga útil de alto rendimiento, elaborado en Francia;
- Un segmento de tierra de control del satélite y un segmento de tierra de procesamiento de imágenes de dicho satélite, realizados en Francia;
- El lanzamiento y un seguro para la fase de lanzamiento del satélite peruano;
- La transferencia de conocimientos relativos a la utilización del Sistema objeto del presente Acuerdo.

El Sistema Satelital será destinado a propiciar y desarrollar con fines pacíficos, investigaciones y trabajos tendientes al progreso del país en lo espacial. Dicho Sistema Satelital estará al servicio de las instituciones del Estado orientadas, entre otros, al ordenamiento territorial, la gestión de los recursos naturales, el monitoreo ambiental.

## ARTÍCULO 2

En el marco del presente Acuerdo, los términos que figuran a continuación se definen del siguiente modo:

- 2.1. Garantía oficial de calidad (GOC): proceso mediante el cual la autoridad nacional competente de la Parte francesa vela por que el Proveedor industrial cumpla con las exigencias en materia de calidad. Este proceso se realiza sin perjuicio de las disposiciones del artículo 4.4 del presente Acuerdo;
- 2.2. Cesión: transmisión por la Parte francesa al Proveedor industrial del conjunto de derechos y obligaciones relativos al suministro del Sistema, tal como está previsto en el artículo 3.1.a) del presente Acuerdo y tal como está definido en el Protocolo de aplicación del presente Acuerdo;
- 2.3. Cliente: la Parte peruana;
- 2.4. Compromiso de suministro: condiciones descritas en el Protocolo de aplicación del presente Acuerdo relativas al suministro del Sistema por el Proveedor al Cliente;
- 2.5. Proveedor industrial: la empresa francesa, seleccionada por la Parte peruana sobre la base de una evaluación técnica;

- 2.6. Sistema: Sistema Satelital Óptico de Observación de la Tierra de resolución submétrica, que incluye un satélite óptico de resolución submétrica y el segmento de tierra asociado, con el cual se suministrará también el servicio de lanzamiento y de transferencias de conocimientos relativos a la utilización del sistema.

### **ARTÍCULO 3**

Las Partes se comprometen, de conformidad con sus leyes y reglamentos respectivos, a cumplir con sus obligaciones como figura a continuación:

3.1. La Parte francesa se compromete a:

- a) Suministrar el Sistema, de conformidad con el artículo 4 y el Protocolo de aplicación previsto en el artículo 6 del presente Acuerdo.
- b) Brindar su ayuda durante el proceso de exportación al Perú.
- c) Hacer el seguimiento del suministro del Sistema.
- d) Realizar en su territorio actividades relativas a la Garantía oficial de calidad de los equipos suministrados por el Proveedor industrial.
- e) Dar su apoyo para facilitar el acceso de los representantes autorizados de la Parte peruana a las instalaciones en donde se producen y prueban los equipos considerados en el presente Acuerdo, tendente a validar el suministro del Sistema.
- f) Informarse del tratamiento dado por el Proveedor industrial a los reclamos legítimos formulados por la Parte peruana durante la ejecución del suministro.
- g) Facilitar el diálogo entre la Parte peruana y el Proveedor industrial en caso de problemas de carácter técnico y para solucionar desacuerdos contractuales con el Proveedor industrial que no hubieran podido resolverse directamente entre la Parte peruana y el Proveedor industrial.
- h) Brindar su apoyo para facilitar la integración de estudiantes peruanos en las formaciones y especializaciones de alto nivel, de tipo Máster, en el ámbito espacial (disciplina técnica o gestión).

3.2. La Parte peruana se compromete a:

- a) Adquirir el Sistema, tal como se define en el Protocolo de aplicación previsto en el artículo 6 y en las condiciones convenidas en dicho Protocolo de aplicación en su conjunto.
- b) Respetar, en su calidad de Cliente, los términos del Compromiso de suministro del Sistema, precisado en el Protocolo de aplicación previsto en el artículo 6 del presente Acuerdo.

- c) Tener a la Parte francesa informada de cualquier dificultad en la ejecución del suministro o en sus relaciones con el Proveedor industrial.
  - d) En caso de discrepancia con el Proveedor industrial, y previo a requerir la intervención de la Parte francesa, la Parte peruana deberá buscar una solución, de conformidad con el Compromiso de suministro.
  - e) Si la Parte peruana solicita asistencia a la Parte francesa, se compromete a suministrarle la información necesaria y a concederle un plazo razonable para implementarla.
  - f) A facilitar la entrada de representantes del Proveedor industrial al territorio peruano para la ejecución del suministro.
- 3.3. Las Partes se comprometerán a examinar, en función de la experiencia adquirida por la Parte francesa, las posibilidades de compartir conocimientos y experiencia sobre la organización y utilización de los datos de la observación espacial.
- 3.4. Los compromisos de la Parte francesa, descritos en los párrafos b) a h) del artículo 3.1, no se refieren a la construcción de infraestructuras que alberguen el segmento de tierra. Las condiciones de su construcción serán determinadas exclusivamente entre la Parte peruana y el Proveedor industrial. La Parte francesa no tiene ninguna obligación al respecto.
- 3.5. El cumplimiento por la Parte francesa de sus obligaciones dentro del marco de este Acuerdo no afecta las obligaciones respectivas del Proveedor industrial y de la Parte peruana en el marco de la ejecución del Compromiso de suministro.

#### ARTÍCULO 4

- 4.1. Para la ejecución del artículo 3.1.a) del presente Acuerdo, la Parte francesa cederá al Proveedor industrial, a partir de la entrada en vigor del presente Acuerdo, el conjunto de derechos y obligaciones relativos al suministro del Sistema en beneficio de la Parte peruana, tales como resultan del presente Acuerdo y del Protocolo de aplicación previsto en el artículo 6 del presente Acuerdo.
- 4.2. El Proveedor industrial es el responsable del cumplimiento de las obligaciones inherentes al objeto de la Cesión.
- 4.3. Se considerará que la Parte francesa ha cumplido con sus obligaciones enumeradas en el artículo 3.1.a) del presente Acuerdo al efectuar la Cesión; a partir de ese momento:
- En caso de ejecución incorrecta por el Proveedor industrial de las obligaciones previstas en el Protocolo de aplicación y de su anexo, únicamente se podrá atribuir la responsabilidad al Proveedor industrial;
  - Las relaciones entre la Parte francesa y el Proveedor industrial se rigen por la convención prevista en el artículo 13 (iv) del presente Acuerdo. El

Proveedor industrial no gozará de ninguna solidaridad o garantía, implícita o expresa de la Parte francesa.

- 4.4. La Parte francesa conserva las obligaciones que le incumben en virtud de los puntos b) a h) del artículo 3.1 y del artículo 3.3.

#### **ARTÍCULO 5**

Para la realización del objeto del presente Acuerdo así como de las obligaciones previstas en el artículo 3.1 y 3.3, la Parte peruana pagará de acuerdo con las modalidades definidas en el Protocolo de aplicación previsto en el artículo 6.

#### **ARTÍCULO 6**

Las modalidades técnicas de suministro y de compra del sistema, la designación de la cuenta para los pagos, el calendario de pago y de entrega, la especificación del Sistema, las condiciones de uso de los derechos de propiedad intelectual del Proveedor industrial, el pliego de condiciones, incluida la puesta a disposición por el Proveedor industrial de las infraestructuras necesarias para el suministro del sistema, están determinados en el Protocolo de aplicación del presente Acuerdo.

#### **ARTÍCULO 7**

- 7.1. La Parte peruana y la Parte francesa designan cada una un representante responsable del seguimiento de la ejecución del presente Acuerdo:
- i) Por la Parte peruana: El Jefe Institucional de la Comisión Nacional de Investigación y Desarrollo Aeroespacial- CONIDA;
  - ii) Por la Parte francesa: el Subdirector de la zona "Europa-América Latina" de la Dirección de desarrollo internacional de la Dirección General de Armamento.
- 7.2. Cualquier cambio de representante de una Parte será comunicado a la otra Parte por vía oficial.

#### **ARTÍCULO 8**

Las informaciones y materiales clasificados intercambiados en el marco de la aplicación del presente Acuerdo están protegidos de conformidad con los instrumentos internacionales de los cuales las Partes sean parte y sus respectivas legislaciones y reglamentaciones nacionales.

## **ARTÍCULO 9**

En caso de daños ocasionados en el marco de la ejecución de los compromisos previstos en el artículo 3.1, apartados b) a h), y el artículo 3.3, se aplicarán las siguientes disposiciones:

- 9.1. Cada Parte renunciará en favor de la otra a cualquier solicitud de indemnización en caso de daños causados a su personal o a sus bienes, o a ambos, por el personal de la otra Parte en el marco del presente Acuerdo o con motivo de la ejecución del mismo. No obstante, si el daño resultase de una falta grave o intencionada de una Parte o de sus agentes, la indemnización correrá por cargo exclusivo de dicha Parte.

Por falta grave, se entenderá error grave o negligencia grave. Por falta intencionada, se entenderá la falta cometida con la intención deliberada de su autor de causar un perjuicio.

- 9.2. Cada Parte será responsable del pago de las solicitudes de indemnización que emanen de terceros por los daños de cualquier tipo, ocasionados por dicha Parte o su personal. En caso de responsabilidad conjunta, o si no es posible determinar la responsabilidad propia de cada una de las Partes, el pago de las solicitudes de indemnización se compartirá entre ellas por partes iguales.

## **ARTÍCULO 10**

Las controversias asociadas a la interpretación o la ejecución del presente Acuerdo se resolverán exclusivamente mediante consultas o negociaciones entre las Partes y, en ningún caso, podrán ser objeto de arbitraje.

## **ARTÍCULO 11**

El presente Acuerdo puede ser enmendado, en cualquier momento, por escrito, de común acuerdo entre las Partes.

## **ARTÍCULO 12**

- 12.1. Cada Parte puede denunciar el presente Acuerdo. En ese caso, el término se hará efectivo seis (6) meses después de la fecha de recepción por la otra Parte de la notificación escrita. En tal caso, las Partes se consultarán sobre las consecuencias de dicha denuncia.

- 12.2. La expiración del presente Acuerdo no eximirá a las Partes de la ejecución de las obligaciones contraídas durante el período de vigencia de su aplicación.

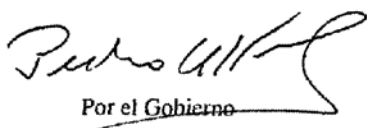
## **ARTÍCULO 13**

El presente Acuerdo entrará en vigor cuando se satisfagan todas las condiciones siguientes:

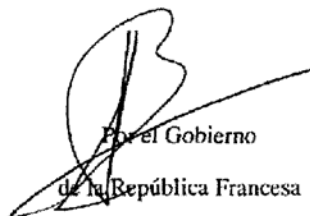


- i) La efectividad de los medios de pago garantizados del Cliente;
- ii) La recepción del Anticipo en la cuenta identificada por el Protocolo de aplicación, mencionada en el artículo 5 del presente Acuerdo;
- iii) La recepción, en su debida forma, por la Parte francesa del Certificado de usuario final o los Certificados de no transferencia, o ambos;
- iv) La firma entre la Parte francesa y el Proveedor industrial de la convención relativa a la cesión del Compromiso de suministro del Sistema; y,
- v) La última notificación por vía oficial de cada una de las Partes de la finalización de los procedimientos internos necesarios que le atañen para la entrada en vigor del presente Acuerdo.

Hecho en Lima, el 24 de abril de 2014, en dos ejemplares originales, en idiomas castellano y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.



Por el Gobierno  
de la República del Perú



Por el Gobierno  
de la República Francesa

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT RELATING TO THE ACQUISITION OF AN OPTICAL EARTH  
OBSERVATION SATELLITE SYSTEM OF SUBMETRIC RESOLUTION  
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PERU AND THE  
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic,

Hereinafter referred to respectively as “the Peruvian Party” and “the French Party”, and jointly as “the Parties”,

Considering the international commitments and national laws and regulations of the Parties in relation to the exchange and protection of classified information and material,

Taking into account the interest of the Peruvian Party in acquiring an optical Earth observation satellite system of submetric resolution for the purposes of, inter alia, spatial planning, the management of natural resources and environmental monitoring,

Considering that the French Party does not manufacture such a system and must therefore use that of the industrial supplier chosen by the Peruvian Party,

Considering that the Peruvian Party has defined the technical specifications and contractual terms for the supply of the system by the industrial supplier, which are set out in the Protocol implementing this Agreement,

Considering that the Peruvian Party wishes, by means of this Agreement, to conclude with the French Party an agreement for the supply of such a system, and that article 3, paragraph 1 (a), of this Agreement provides for a mechanism for the transfer to the industrial supplier designated by the Peruvian Party of the rights and obligations relating to the supply of the system,

Considering that the French Party undertakes to support the Peruvian Party in ensuring that the industrial supplier implements the supply agreement in accordance with the terms of this Agreement,

Have agreed as follows:

*Article 1*

The purpose of this Agreement is to establish the terms for the acquisition by the Peruvian Party of an optical Earth observation satellite system of submetric resolution and related resources, and the terms for the provision by the French Party of support to the Peruvian Party in relation to the actions taken by the industrial supplier to implement the supply agreement.

The service provided by the French Party to the Peruvian Party shall comprise the development of an optical observation satellite programme consisting of:

- A satellite with a compact platform and a high-performance payload, developed in France;
- A ground segment for controlling the satellite and a ground segment for processing images from the satellite, developed in France;
- The launch of the Peruvian satellite, and insurance for the launch phase;

- The transfer of knowledge concerning the use of the system that is the subject of this Agreement.

The purpose of the satellite system shall be to promote and develop, for peaceful purposes, research and work to foster the country's space-related advancement. The satellite system shall be for the use of State institutions concerned with, inter alia, spatial planning, the management of natural resources and environmental monitoring.

## *Article 2*

For the purposes of this Agreement:

2.1 "Official quality assurance" means the process whereby the competent national authority of the French Party ensures that the industrial supplier fulfils the quality requirements. This process shall be conducted without prejudice to the provisions of article 4.4 of this Agreement;

2.2 "Assignment" means the transfer by the French Party to the industrial supplier of all the rights and obligations concerning the supply of the system, as provided for in article 3.1 (a) of this Agreement and as defined in the Protocol implementing this Agreement;

2.3 "Client" means the Peruvian Party;

2.4 "Supply agreement" means the terms for the supply of the system by the supplier to the client, as set out in the Protocol implementing this Agreement;

2.5 "Industrial supplier" means the French company selected by the Peruvian Party on the basis of a technical evaluation;

2.6 "System" means an optical Earth observation satellite system of submetric resolution, comprising an optical satellite of submetric resolution and the associated ground segment; services relating to the launch of the satellite and the transfer of knowledge regarding the use of the system shall also be provided.

## *Article 3*

The Parties undertake to fulfil the following obligations, in accordance with their respective national laws and regulations:

3.1 The French Party undertakes to:

- (a) Furnish the system, in accordance with article 4 and the Implementing Protocol referred to in article 6 of this Agreement;
- (b) Provide assistance during the process of exporting the system to Peru;
- (c) Monitor the supply of the system;
- (d) Conduct, in its territory, official quality assurance on the equipment supplied by the industrial supplier;
- (e) Provide support to facilitate the access of authorized representatives of the Peruvian Party to the facilities where the equipment referred to in this Agreement is manufactured and tested, for the purposes of verifying the supply of the system;
- (f) Request information about the handling by the industrial supplier of legitimate complaints made by the Peruvian Party during the supply process;

- (g) Facilitate discussions between the Peruvian Party and the industrial supplier if any technical problems arise and in order to resolve any contractual disputes with the industrial supplier that the Peruvian Party and the industrial supplier have not been able to resolve directly between themselves;
- (h) Provide support to facilitate the inclusion of Peruvian students in space-related high-level master's-type training and specialization programmes (technical discipline or management).

3.2 The Peruvian Party undertakes to:

- (a) Purchase the system defined in the Implementing Protocol referred to in article 6, in accordance with the terms agreed upon in the Implementing Protocol as a whole;
- (b) Respect, as the client, the terms of the agreement for the supply of the system set out in the Implementing Protocol referred to in article 6 of this Agreement;
- (c) Inform the French Party of any difficulties with regard to the furnishing of the system or in its relations with the industrial supplier;
- (d) In the event of a disagreement with the industrial supplier, seek to reach a solution with the industrial supplier, in accordance with the agreement for the supply of the system, before requesting the French Party to intervene;
- (e) If the Peruvian Party has requested assistance from the French Party, provide the latter with the necessary information and allow it a reasonable period of time to provide such assistance;
- (f) Facilitate the entry of representatives of the industrial supplier to the territory of Peru to furnish the system.

3.3 The Parties undertake to consider means of sharing knowledge and experiences regarding the organization and exploitation of space observation data, based on the French Party's experience.

3.4 The undertakings of the French Party, set out in article 3.1 (b) to (h), shall not apply to the construction of infrastructure to house the ground segment. The terms for the construction of such infrastructure shall be determined solely between the Peruvian Party and the industrial supplier. The French Party shall have no obligations in that regard.

3.5 The fulfilment by the French Party of its obligations under this Agreement shall have no effect on the respective obligations of the industrial supplier and the Peruvian Party in relation to the implementation of the supply agreement.

#### *Article 4*

4.1 For the implementation of article 3.1 (a) of this Agreement, the French Party shall, from the time of entry into force of this Agreement, assign to the industrial supplier all rights and obligations concerning the supply of the system to the Peruvian Party arising under this Agreement and the Implementing Protocol referred to in article 6 of this Agreement.

4.2 The industrial supplier shall be responsible for the fulfilment of the obligations incumbent upon the assignee.

4.3 The French Party shall be considered to have fulfilled its obligations under article 3.1 (a) of this Agreement when the assignment is effected; accordingly:

- In the event that the obligations of the industrial supplier as provided for in the Implementing Protocol and the Annex thereto are not properly fulfilled, only the responsibility of the industrial supplier may be sought;
- Relations between the French Party and the industrial supplier shall be governed by the agreement provided for in article 13 (iv) of this Agreement. The industrial supplier shall not benefit from any assistance or guarantees, implicit or explicit, from the French Party.

4.4 The French Party shall retain its obligations under article 3.1 (b) to (h) and article 3.3.

#### *Article 5*

For the implementation of this Agreement and the fulfilment of the obligations set out in articles 3.1 and 3.3, the Peruvian Party shall make payments as set out in the Implementing Protocol referred to in article 6.

#### *Article 6*

A Protocol implementing this Agreement shall set out the technical arrangements for the supply and purchase of the system, the account to be used for payments, the schedule for payment and delivery, the identification of the system, the terms for the use of the intellectual property of the industrial supplier and the specifications, including the stipulation that the industrial supplier shall provide the infrastructure required for the furnishing of the system.

#### *Article 7*

7.1 The Peruvian Party and the French Party shall each designate a representative responsible for overseeing the implementation of this Agreement:

- (i) For the Peruvian Party: The Institutional Head, National Commission for Aerospace Research and Development (CONIDA);
- (ii) For the French Party: The Assistant Director for the Europe-Latin America area, International Development Directorate, Directorate-General of Armaments.

7.2 Any change of representative by a Party shall be communicated to the other Party through the official channel.

#### *Article 8*

Classified information and material exchanged by the Parties in the implementation of this Agreement shall be protected in accordance with the international instruments to which they are parties and their respective national laws and regulations.

#### *Article 9*

In the event of damage occurring during the fulfilment of the undertakings set out in article 3.1 (b) to (h) and article 3.3, the following provisions shall apply:

9.1 Each Party shall waive all claims against the other Party for damage to its personnel and/or property caused by the personnel of the other Party under or during the implementation of this Agreement. However, if the damage results from gross negligence or wilful misconduct by a Party or its agents, that Party shall alone be responsible for the provision of compensation.

“Gross negligence” means a gross error or serious negligence. “Wilful misconduct” means wrongdoing carried out by the actor with the deliberate intention of causing harm.

9.2 Each Party shall be responsible for the settlement of compensation claims made by third parties in relation to damage of any kind caused by the Party or its personnel. If the Parties have shared responsibility, or if it is not possible to determine each Party’s separate responsibility, the cost of the settlement of compensation claims shall be shared equally between them.

#### *Article 10*

Disputes relating to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled exclusively through consultation and negotiation between the Parties; under no circumstances shall they be referred to arbitration.

#### *Article 11*

This Agreement may be amended at any time in writing and by mutual agreement between the Parties.

#### *Article 12*

12.1 Either Party may terminate this Agreement. Such termination shall take effect six months after the date on which written notification is received by the other Party. In such a case, the Parties shall consult with each other on the consequences of the termination.

12.2 Termination of this Agreement shall not discharge the Parties of obligations assumed during the period of its implementation.

#### *Article 13*

This Agreement shall enter into force when all the following conditions have been met:

- (i) The means for the Client to make guaranteed payments are in effect;
- (ii) The advance has been received into the account identified in the Implementing Protocol referred to in article 5 of this Agreement;
- (iii) The French Party has received a valid end-use certificate and/or valid non-transfer certificates;
- (iv) The French Party and the industrial supplier have signed an agreement on the assignment of the agreement for the supply of the system;
- (v) The final notification of the completion by each of the Parties of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement has been received through the diplomatic channel.

DONE at Lima on 24 February 2014, in two original copies in Spanish and French, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Peru:

[PEDRO CATERIANO BELLIDO]

For the Government of the French Republic:

[JEAN-JACQUES BREAUSSOU]